



Changer l'Ecole et ses Rythmes ?

PAS SANS NOUS !

NI STATU QUO, NI BRICOLAGE !



Les raisons d'une grève

OUI, nous sommes :

- **POUR** une école qui évolue, qui change ses objectifs et ses programmes, qui recrée des postes, qui rétablit une formation initiale et continue, qui réfléchit à partir de la recherche, qui repense la pédagogie, qui repense le calendrier scolaire, l'alternance entre jours de classe et congés, l'amplitude et l'organisation horaire de la journée scolaire, de la semaine scolaire dans l'intérêt de l'élève ...
- **POUR** une école qui assure la scolarisation des enfants de 2 ans dans de bonnes conditions, et pour toutes les familles qui le demandent.
- **POUR** une école qui évolue sur la façon dont elle organise les enseignements pour que les différences de départ ne soient pas des freins à l'accès à la connaissance et aux savoirs définis par les programmes nationaux.
- **POUR** une école qui forme à la citoyenneté et à la pensée critique pour que toute la société s'en trouve enrichie.
- **POUR** une école qui refuse l'échec scolaire et donne le temps et les moyens à tous les élèves pour réussir leur scolarité obligatoire.
- **POUR** une école qui évolue sur la question des rythmes, mais nous refusons de la considérer en dehors de tout ce qui fait l'école (programmes, effectifs, formation, calendrier, pédagogie... etc.).

MAIS le projet de Loi pour la Refondation ne permettra pas de modifier en profondeur l'orientation discriminatoire, inégalitaire et contraire à la justice imposée à notre Ecole depuis 3 décennies.

C'est bien parce que nous voulons la réussite de tous les élèves qui nous sont confiés que nous sommes :

- **CONTRE** le poids sans cesse croissant des décisions politiques locales qui constitue une rupture profonde de la notion même de Service Public National. Le transfert de missions d'Etat aux collectivités territoriales (enseignement professionnel, orientation, art, culture, sport) génère de l'inégalité et ouvre la porte à l'externalisation de ces champs vers le secteur privé. C'est une adaptation utilitariste de l'enseignement aux besoins économiques et financiers des territoires qui s'impose en lieu et place d'une formation universelle, dispensée à tous.

- **CONTRE** la brèche ouverte dans le statut de la Fonction Publique d'Etat qui peut seul garantir la protection du Service Public de l'Education Nationale contre les pressions politiques ou marchandes.
- **CONTRE** la réforme des rythmes décidée par le ministre malgré l'avis quasi unanime du Conseil Supérieur de l'Education. Nous considérons que l'un des enjeux majeurs d'aujourd'hui est bel et bien la prise en compte par la société de la globalité de la journée de l'enfant. Cette prise en compte doit assurer l'égalité entre tous les élèves et tous les territoires. Une égalité garantie par la Loi, qui s'impose à tous, avec une définition précise des « activités périscolaires », avec une budgétisation des moyens indispensables à la prise en charge de ces nouveaux « temps » qui doivent relever des missions de l'Etat. L'Ecole (élèves, personnels et missions) doit être placée au centre de cette réforme.
- **CONTRE** la façon dont le Ministre traite les personnels de l'Education Nationale, ignorant leurs difficultés et leurs inquiétudes, les réduisant à de simples opérateurs sans conscience citoyenne, leur demandant des sacrifices pour mettre en œuvre une réforme sans véritable ambition qui n'apportera aucun remède aux maux dont souffre l'école de la République.

Parce que nous ne pouvons nous contenter de déclarations d'intention vertueuses qui ne s'accompagnent pas des moyens nécessaires, nous refusons de cautionner une réforme qui ne répondra pas aux problèmes que connaît notre Ecole.

Demander la réécriture du projet de loi et du décret sur les rythmes après un vrai débat auquel seront associés les acteurs de terrain, ne relève pas de l'immobilisme corporatiste mais bien d'une volonté de changement en profondeur de notre système éducatif.

C'est parce que nous sommes conscients de notre responsabilité et de notre devoir vis-à-vis de la société que nous voulons nous engager dans la transformation de notre système éducatif, de notre Ecole Publique. Pour nos élèves, pour l'avenir de notre pays.

Samedi 16 février à 11h30 Place de Verdun à Tarbes

**Rassemblement contre le projet de carte scolaire
du 1er degré dans les Hautes-Pyrénées**

– 5 postes :

**ce sont entre 15 et 20 écoles du département
qui vont perdre une classe à la rentrée 2013**